

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29376]

13 JUILLET 2016. — Décret organisant l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par:

1° "e-learning": apprentissage en ligne centré sur le développement de compétences par l'apprenant et structuré par les interactions avec le tuteur et les pairs;

2° "module de cours": ensemble de séquences pédagogiques originales, accessibles via l'Internet sur la plateforme de l'enseignement à distance de la Communauté française organisé en e-learning;

3° "apprenant": personne engagée et active dans un processus d'acquisition ou de perfectionnement de ses compétences;

4° "enseignant": personne exerçant l'ensemble des fonctions destinées à accompagner les apprenants engagés dans des activités individuelles ou collaboratives d'apprentissage en ligne;

5° "personnes handicapées": personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres;

6° "expert": personne présentant des compétences techniques utiles à l'e-learning, qui vient en appui de la conception des modules pédagogiques, sans intervenir dans le suivi des apprenants ou la rédaction des modules pédagogiques.

Art. 2. La Communauté française organise l'e-learning sous forme de modules de cours en ligne qui ont pour objectif principal de préparer aux épreuves du Jury de la Communauté française institué par le décret du 12 mai 2004 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire, ainsi qu'aux épreuves externes organisées par la Communauté française conformément au décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.

Les modules de cours proposés en ligne sont basés sur les cours et les programmes de l'enseignement primaire et secondaire de plein exercice organisé par la Communauté française. Chaque module de cours comprend un maximum de dix séquences pédagogiques.

Art. 3. § 1^{er}. L'accès de l'apprenant aux modules de l'e-learning est possible à tout moment et donne lieu à un droit d'inscription annuel correspondant à la partie fixe du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale tel que prévu à l'article 12, § 3, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Le montant du droit d'inscription est lié à l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités prévues à l'article 12, § 3, alinéa 7, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

§ 2. Sont toutefois exemptés du droit d'inscription:

1° les mineurs d'âge inscrits dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou qui ne peuvent l'être en raison d'un cas de force majeure. Par cas de force majeure, on entend une situation où les parents ou les représentants légaux de l'enfant peuvent démontrer que ce dernier ne peut être scolarisé pour des raisons indépendantes de sa volonté;

2° les chômeurs complets indemnisés;

3° les demandeurs d'emploi inoccupés, obligatoirement inscrits en vertu des réglementations relatives à l'emploi et au chômage, aux handicapés ou à l'aide sociale;

4° les personnes handicapées;

5° les candidats réfugiés résidant en Belgique;

6° les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS) ou de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration sociale (ERIS);

7° les personnes incarcérées.

§ 3. Les droits d'inscription relevant de l'article 3 du décret du 18 décembre 1984 organisant l'Enseignement à distance de la Communauté française restent valables 12 mois après leur acquittement. Au-delà de cette période, les apprenants concernés sont soumis au droit d'inscription tel que défini à l'article 3, § 1^{er}.

§ 4. Par dérogation au § 1^{er}, le Gouvernement fixe un droit d'inscription spécifique aux étudiants étrangers non ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne qui ne résident pas en Belgique.

Les montants et les catégories d'exemption sont fixés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives au droit d'inscription spécifique.

Art. 4. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Gouvernement, un Conseil de concertation et de pilotage de l'e-learning. Il est chargé, d'une part, de donner au Gouvernement, soit d'initiative, soit à la demande de celui-ci, des avis sur toute question relative à e-learning régi par le présent décret et, d'autre part, de veiller à l'adéquation des modules eu égard aux finalités de cet enseignement fixées à l'article 2.

Son fonctionnement est réglé par le Gouvernement.

§ 2. Le Conseil de concertation et de pilotage de l'e-learning se compose de 10 membres effectifs et de 10 membres suppléants.

Sa composition est soumise aux dispositions du décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir la participation équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs.

Le Conseil de concertation et de pilotage de l'e-learning est constitué de la manière suivante:

- 1° le fonctionnaire général chargé de l'Enseignement à distance en e-learning ou son suppléant;
- 2° le Directeur de l'Enseignement à distance en e-learning ou son suppléant;
- 3° un représentant de la Direction de l'Enseignement à distance en e-learning en charge de la coordination pédagogique ou son suppléant;
- 4° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou son suppléant;
- 5° un représentant de la Direction de l'Enseignement de promotion sociale ou son suppléant;
- 6° un représentant du Service général du pilotage du système éducatif ou son suppléant;
- 7° l'inspecteur chargé de la coordination du Service de l'Inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ou son suppléant;
- 8° trois membres effectifs et trois membres suppléants représentant les organisations reconnues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

La présidence est assurée par le fonctionnaire général visé à l'alinéa 3, 1°, ou par son suppléant.

S'ils ne sont directement désignés de par leur fonction ou mandat, les membres sont désignés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans renouvelable.

Le Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale, le Ministre en charge de l'enseignement obligatoire et le Ministre en charge de l'enseignement supérieur ou leur représentant sont invités permanents aux réunions du Conseil de concertation et de pilotage.

Art. 5. Les modules de cours organisés par la Communauté française sont créés par le Gouvernement. Ils sont dispensés en français, à l'exception des cours de langues.

Les autres modalités d'organisation et de fonctionnement sont réglées par le Gouvernement.

Art. 6. § 1^{er}. Les enseignants de l'enseignement à distance organisé en Communauté française sous forme d'e-learning sont choisis parmi les porteurs de titres en application du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, demandeurs ou titulaires d'un emploi d'enseignant dans l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française.

Ils sont désignés par le Ministre ayant l'Enseignement à distance en e-learning dans ses attributions ou son délégué pour un terme de deux ans renouvelable.

§ 2. Le Gouvernement arrête les conditions auxquelles il est fait appel à des experts pour certaines prestations scientifiques et techniques liées à la conception des cours.

Ils sont désignés par le Ministre ayant l'Enseignement à distance en e-learning dans ses attributions ou son délégué pour un terme de deux ans renouvelable.

Art. 7. Les enseignants et experts de l'Enseignement à distance en e-learning effectuent leurs prestations en complément de leur fonction principale dans l'enseignement ou en dehors de celui-ci. A ce titre, ils sont soumis aux dispositions légales et réglementaires relatives au cumul d'activités.

Les enseignants et experts sont rémunérés sur la base d'un contrat dont les modalités sont définies par le Gouvernement. Le Gouvernement détermine également leurs prestations maximales, compte tenu de leurs autres prestations.

Art. 8. La loi du 5 mars 1965 sur l'enseignement par correspondance est abrogée.

Art. 9. Le décret du 18 décembre 1984 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29376]

13 JULI 2016. — Decreet houdende organisatie van het afstandsonderwijs via e-learning van de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, dient verstaan te worden:

1° “e-learning”: e-learning gericht op de ontwikkeling van competenties door de lerende en gestructureerd door de interacties met de voogd en gelijken;

2° « cursusmodule »: geheel originele pedagogische sequenties, toegankelijk via Internet op het platform van het afstandsonderwijs via e-learning van de Franse Gemeenschap;

3° “lerende”: persoon die betrokken is bij en actief is in een proces voor verwerving of vervolmaking van haar competenties;

4° “onderwijs verstreckende persoon”: persoon die het geheel van ambten uitoefent die erop gericht zijn de lerenden te begeleiden die ingeschreven zijn voor individuele of medewerkingsleeractiviteiten online;

5° “gehandicapte personen”: personen die langdurig door lichamelijke, geestelijke, intellectuele of sensorische afwijkingen getroffen zijn voor wie de interactie met verscheidene hindernissen hun volle en effectieve deelneming aan het maatschappelijke leven, gericht op gelijke behandeling kan verhinderen;

6° “deskundige” persoon die technische competenties heeft die nuttig zijn voor het e-learningonderwijs, die bijdraagt tot het totstandbrengen van pedagogische modules, zonder tussenkomst in de follow-up van de lerenden of het opstellen van pedagogische modules.

Art. 2. De Franse Gemeenschap organiseert het e-learningonderwijs in de vorm van e-learningcursusmodules die voornamelijk erop gericht zijn de lerenden op de proeven voor te bereiden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap ingesteld door het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs, alsook de externe proeven ingericht door de Franse Gemeenschap overeenkomstig het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerlichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs.

De cursusmodules die online ter beschikking gesteld worden, steunen op de cursussen en de leercurricula van het lager en secundair onderwijs met volledig leerplan ingericht door de Franse Gemeenschap. Elke cursusmodule bevat maximum tien pedagogische sequenties.

Art. 3. § 1. De toegang van de lerende tot de e-learningmodules is mogelijk op elk ogenblik en heeft als gevolg de betaling van een jaarlijks inschrijvingsgeld dat overeenstemt met het vaste deel van het inschrijvingsgeld voor het onderwijs voor sociale promotie zoals bedoeld bij artikel 12, § 3, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Het bedrag van het inschrijvingsrecht is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de nadere regels bedoeld bij artikel 12, § 3, zevende lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

§ 2. Worden nochtans vrijgesteld van het inschrijvingsgeld:

1° de minderjarigen die ingeschreven zijn in een inrichting voor onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of die niet ingeschreven kunnen zijn wegens overmacht. Onder overmacht wordt verstaan een toestand waarbij de ouders of de wettelijke vertegenwoordigers van het kind niet kunnen bewijzen dat het kind niet in een school kan ingeschreven worden wegens redenen die onafhankelijk zijn van zijn wil;

2° volledig vergoede werklozen;

3° de niet tewerkgestelde werkzoekenden die verplicht ingeschreven zijn krachtens de reglementeringen betreffende arbeidsbemiddeling en werkloosheid, de gehandicapten of de maatschappelijke hulpverlening;

4° de gehandicapten;

5° de kandidaat-vluchtelingen die in België verblijven;

6° de personen die in aanmerking komen voor het leefloon of voor gelijkwaardige financiële sociale bijstand;

7° de gedetineerden.

§ 3. Het inschrijvingsgeld dat onder artikel 3 ressorteert van het decreet van 18 december 1984 tot organisatie van het afstandsonderwijs blijft geldig 12 maanden na de betaling ervan. Na deze periode worden de betrokken lerenden aan het inschrijvingsgeld onderworpen zoals bepaald bij artikel 3, § 1.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1, bepaalt de Regering een specifiek inschrijvingsgeld voor de buitenlandse studenten die geen onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie en die niet in België verblijven.

De bedragen en vrijstellingscategorieën worden bepaald overeenkomstig de wets- en verordeningsbepalingen betreffende het specifieke inschrijvingsgeld.

Art. 4. § 1. Bij de Regering wordt een Overleg- en sturingsraad voor het e-learningonderwijs opgericht. Deze raad wordt, enerzijds, ermee belast, uit eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, deze laatste adviezen te verlenen over elke kwestie in verband met het e-learningonderwijs dat onder de toepassing van dit decreet valt en, anderzijds, ervoor te zorgen dat de modules aangepast worden aan de finaliteiten van dat onderwijs die bij artikel 2 bepaald worden.

Zijn werking wordt door de Regering geregeld.

§ 2. De Overleg- en sturingsraad voor het e-learningonderwijs bestaat uit 10 werkende leden en 10 plaatsvervangende leden.

Zijn samenstelling wordt aan de bepalingen van het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen onderworpen.

De Overleg- en sturingsraad voor het e-learningonderwijs wordt als volgt samengesteld:

1° de ambtenaar-generaal belast met het afstandsonderwijs via e-learning of diens plaatsvervanger;

- 2° de Directeur van het afstandsonderwijs via e-learning of diens plaatsvervanger;
- 3° een vertegenwoordiger van de Directie voor het Afstandsonderwijs via e-learning of diens plaatsvervanger;
- 4° een vertegenwoordiger van de Algemene directie Leerplichtonderwijs of diens plaatsvervanger;
- 5° een vertegenwoordiger van de Directie voor het Onderwijs voor sociale promotie of diens plaatsvervanger;
- 6° een vertegenwoordiger van de Algemene sturingsdienst van het opvoedend stelsel of diens plaatsvervanger;
- 7° de inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs of diens plaatsvervanger;
- 8° drie werkende leden en drie plaatsvervangende leden die de verenigingen vertegenwoordigen die erkend worden door de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Het voorzitterschap wordt door de ambtenaar-generaal bedoeld bij het derde lid, 1°, of diens plaatsvervanger, waargenomen.

Als ze niet direct als gevolg van hun ambt of mandaat benoemd worden, worden de leden door de Regering aangewezen voor een hernieuwbare periode van vijf jaar.

De Minister belast met het onderwijs voor sociale promotie, de Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs en de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs of zijn vertegenwoordiger worden permanent uitgenodigd bij de vergaderingen van de Overleg- en sturingsraad.

Art. 5. De cursusmodulen georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden door de Regering opgericht. Het onderwijs wordt verstrekt in het Frans, met uitzondering van taallessen.

De andere organisatie- en werkingsmodaliteiten worden door de Regering vastgesteld.

Art. 6. § 1. De onderwijs verstreckende personen van het afstandsonderwijs georganiseerd in de Franse Gemeenschap in de vorm van e-learning worden gekozen onder de houders van bekwaamheidsbewijzen met toepassing van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, die een betrekking als onderwijs verstreckende persoon aanvragen of bezitten in het onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Ze worden door Minister bevoegd voor het afstandsonderwijs via e-learning of diens afgevaardigde voor een vernieuwbare periode van twee jaar benoemd.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder een beroep kan worden gedaan op deskundigen voor sommige wetenschappelijke en technische prestaties verbonden aan het opmaken van de cursussen.

Ze worden door de Minister bevoegd voor het afstandsonderwijs via e-learning of diens afgevaardigde voor een vernieuwbare periode van twee jaar benoemd.

Art. 7. De onderwijs verstreckende personen en deskundigen van het afstandsonderwijs via e-learning leveren hun prestaties als aanvulling van hun hoofdamt in het onderwijs of buiten dit ambt om. Als dusdanige worden ze aan de wets- en verordeningsbepalingen onderworpen betreffende de cumulatie van activiteiten.

De onderwijs verstreckende personen en deskundigen worden op basis van een overeenkomst bezoldigd waarvan de nadere regels door de Regering vastgesteld worden. Ook bepaalt de Regering hun maximale prestaties, rekening houdend met hun andere prestaties.

Art. 8. De wet van 5 maart 1965 op het schriftelijk onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 9. Het decreet van 18 december 1984 houdende organisatie van het Afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 juli 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
Mevr. A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 309-1. — Verslag, nr. 309-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 13 juli 2016.